

INÉGALITÉS ET INJUSTICES AMPLIFIÉES PAR LA CRISE DU COVID-19



[Source : Amnesty International France]

Par Agnès Callamard

La pandémie de Covid-19 a mis à jour le terrible bilan de politiques destructrices, délibérément créatrices de divisions et qui perpétuent les inégalités, la discrimination et l'oppression. Des mesures qui ont représenté un terreau fertile favorisant les ravages causés par le Covid-19.

Notre nouveau rapport sur la situation des droits humains dans le monde, couvre 149 pays et présente une analyse détaillée des grandes tendances en matière de droits humains observées à travers le monde en 2020.

Dans notre Rapport annuel, nous démontrons que les populations qui étaient déjà les plus marginalisées, notamment les femmes et les personnes réfugiées et migrantes, sont celles qui ont été le plus durement frappées par la pandémie. Cela s'explique par des décennies de politiques discriminatoires décidées par celles et ceux qui dirigent le monde.

Le personnel soignant, les travailleuses et travailleurs migrants et les personnes travaillant dans le secteur informel – qui pour beaucoup se sont trouvés en première ligne face à la pandémie – ont également été trahis par des années de politiques d'austérité. Les systèmes de santé ont été négligés et les aides économiques et sociales lacunaires.

Les mesures prises pour faire face à la pandémie ont aussi été minées par le fait que des dirigeants ont impitoyablement exploité cette crise et instrumentalisé le Covid-19 pour lancer de nouvelles attaques contre les droits humains.

Lire notre dossier : Covid-19, les droits des soignants en danger

Cinq facteurs aggravants de la

crise du Covid-19

1. *La fragilisation des systèmes publics de santé*
2. *La diabolisation de la science par certains dirigeants*
3. *L'égoïsme des pays riches sur l'accès aux vaccins*
4. *La discrimination des personnes déjà fragilisées*
5. *L'instrumentalisation du virus par des dirigeants*



LES INÉGALITÉS EXACERBÉES PAR LA PANDÉMIE

En raison des inégalités actuelles, qui résultent de décennies d'exercice toxique du pouvoir, les populations déjà marginalisées, notamment les minorités ethniques, les femmes et les personnes réfugiées et migrantes ont été affectées par la pandémie de façon disproportionnée.

Certaines personnes réfugiées, demandeuses d'asile ou migrantes, se sont retrouvées piégées dans des camps sordides et privées de fournitures essentielles ou bloquées en raison du renforcement des contrôles aux frontières.

Lire aussi : De Calais à Grande-Synthe, à quand des mesures pour protéger les réfugiés et migrants du Covid-19 ?

Par exemple, l'Ouganda, le pays africain accueillant le plus grand nombre de personnes réfugiées, avec 1,4 million d'entre elles recensés sur son territoire, a immédiatement fermé ses frontières au début de la pandémie, ne faisant pas d'exception pour les personnes réfugiées ou demandeuses d'asile qui voulaient entrer dans le pays. En conséquence, plus de 10 000 personnes ont été bloquées à la frontière entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda.

Nous attirons également l'attention sur la nette augmentation du nombre de cas de violence domestique et liée au genre. Sur le fait que pour de nombreuses femmes et personnes LGBTI les obstacles à l'accès à une protection

et à une aide se sont accrus à cause des restrictions du droit de circuler librement, du manque de mécanismes permettant aux victimes de signaler de façon confidentielle des violences alors qu'elles sont isolées avec les agresseurs, et de la suspension ou des capacités réduites des services d'assistance.

Lire aussi : Les violences faites aux femmes et aux personnes LGBTI en nette progression

L'ÉROSION DES SERVICES PUBLICS

Le personnel de santé et les personnes ont subi de plein fouet les conséquences des politiques qui ont laissé périlcliter les systèmes de santé et les mesures de protection sociale. Des personnes qui se sont retrouvées en première ligne face à la pandémie.

Au Bangladesh, de nombreuses personnes qui travaillent dans le secteur informel se sont retrouvées sans revenu et sans protection sociale en raison des mesures de confinement et des couvre-feux. Au Nicaragua, au moins 16 professionnels de santé ont été licenciés en l'espace de deux semaines après avoir fait état de leurs inquiétudes concernant le manque d'équipement de protection individuelle et la gestion de la pandémie par les pouvoirs publics.

Lire aussi : Focus sur la situation des droits humains en France



Une habitante de Paraisopolis, l'un des plus grands bidonvilles de la ville, participe à une manifestation à Sao Paulo, au Brésil, le 18 mai 2020, pour demander plus d'aide au gouvernement de l'État de Sao Paulo pendant la pandémie de coronavirus Covid-19 © Miguel SCHINCARIOL / AFP

INSTRUMENTALISATION DE LA PANDÉMIE

Dans notre rapport, nous dressons également un sombre bilan des carences de certains dirigeants du monde. Trop souvent, leur façon de gérer la pandémie a été marquée par l'opportunisme et un mépris total pour les droits humains.

Lire aussi : Crise du Covid-19, des dirigeants du monde loin d'être à la hauteur

L'adoption par les autorités de lois réprimant pénalement les commentaires relatifs à la pandémie est devenue la norme. En Hongrie, par exemple, le gouvernement du Premier ministre Viktor Orbán a modifié le Code pénal du pays, qui prévoit désormais jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas de « diffusion de fausses informations » au sujet du Covid-19.

En ce qui concerne les pays du Golfe, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït et Oman ont utilisé la pandémie comme prétexte pour continuer de réprimer le droit à la liberté d'expression. Ils ont poursuivi en justice – , pour diffusion de « fausses nouvelles » – des personnes ayant publié sur les réseaux sociaux des commentaires sur les mesures prises par les autorités gouvernementales face à la pandémie.

D'autres dirigeants ont utilisé une force excessive. Aux Philippines, le président Rodrigo Duterte a dit avoir ordonné à la police de « tirer pour tuer » les personnes qui protestent ou qui causent des « troubles » pendant le confinement. Dans le Brésil du président Jair Bolsonaro, les violences policières se sont intensifiées pendant la pandémie de Covid-19. Au moins 3 181 personnes ont été tuées par la police dans tout le pays entre janvier et juin, soit en moyenne 17 personnes par jour.

Lire aussi : Le président Rodrigo Duterte demande de tuer les « fauteurs de troubles »

Certains dirigeants sont même allés jusqu'à profiter de la distraction provoquée par la pandémie pour réprimer les propos critiques sans rapport avec le virus, et perpétrer de nouvelles violations des droits humains, alors que l'attention des médias à travers le monde se portait ailleurs. Par exemple, en Inde, Narendra Modi a intensifié la répression contre les militants de la société civile. Pour ce faire, il a notamment mené des opérations antiterroristes dans les bureaux et au domicile de plusieurs d'entre eux.

Parallèlement à cela, dans la Chine du président Xi Jinping, le gouvernement

continue sans relâche de persécuter les Ouïghours et d'autres minorités musulmanes dans la région du Xinjiang. En outre, une loi draconienne relative à la sécurité nationale s'appliquant à Hong Kong a été adoptée pour légitimer la répression motivée par des considérations politiques.

Lire aussi : Des enfants ouïghours détenus et séparés de leur famille



Un agent de police tente d'empêcher un photojournaliste de prendre des photos dans une rue à l'extérieur d'un complexe commercial à Pékin, le 13 octobre 2020 © NICOLAS ASFOURI / AFP

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN BERNE

Les dirigeants de la planète ont également causé des ravages à l'échelle internationale, entravant les initiatives collectives de redressement en bloquant ou en sapant la coopération internationale.

Pour exemple, des dirigeants de pays riches, comme l'ancien président américain Donald Trump, ont contourné les tentatives de coopération mondiale en achetant la plupart des stocks de vaccins disponibles dans le monde, n'en laissant guère pour les autres pays. Ces pays riches se sont en outre abstenus de pousser les entreprises pharmaceutiques à partager leurs connaissances et leurs technologies afin d'accroître l'offre de vaccins contre le Covid-19.

La pandémie a crûment mis en évidence l'incapacité du monde à coopérer efficacement en période de grandes difficultés à l'échelle planétaire.

Agnès Callamard

FACE À L'INDIFFÉRENCE DES GOUVERNEMENTS, DES MOUVEMENTS DE PROTESTATION

Les politiques répressives ont incité de nombreuses personnes à participer à des combats de longue haleine comme avec les manifestations du mouvement Black Lives Matter aux États-Unis, les manifestations du mouvement #End SARS au Nigeria, et les nouvelles formes innovantes de protestation telles que les manifestations virtuelles pour le climat.

Lire aussi : En 2020, nos 15 plus belles victoires pour les droits humains

De nombreuses victoires ont été remportées en 2020 grâce à des militantes et militants des droits humains, particulièrement dans le domaine de la lutte contre les violences liées au genre. Citons notamment les nouvelles lois qui ont été adoptées pour combattre les violences contre les femmes et les filles en Corée du Sud, au Koweït et au Soudan, ainsi que la dépénalisation de l'avortement en Argentine, en Corée du Sud et en Irlande du Nord.

En 2020, l'impulsion n'est pas venue des puissants, des privilégiés ou des profiteurs. Elle est venue des innombrables personnes qui ont manifesté pour réclamer un changement.

Agnès Callamard



Lors d'une manifestation mondiale « Black Lives Matter » contre le racisme et les violences policières à la suite de la mort de George Floyd, Nantes, 8 juin © Loic VENANCE / AFP

LE MONDE EN 2020, PAYS PAR PAYS

Nous avons rassemblé des informations sur de graves violations des droits humains commises en 2020 dans 149 pays.